



«Qui défendra la Suisse contre l'OTAN?»

C'était l'une des questions posées lors de la table ronde du réseau anti-impérialiste au Volkshaus de Zurich. Peut-être d'un point de vue rhétorique, cela renverse à juste titre le discours que nos grands médias proposent constamment sur la menace que représente la Russie pour l'Europe. La souveraineté de la Suisse n'est pas menacée par la Russie, mais par la branche militaire de l'impérialisme américain, qui pratique l'intimidation, le chantage et l'influence directe sur un gouvernement et une armée dociles ainsi que sur une caste politique qui ne poursuit pas les intérêts du pays et de son peuple.

«Pourquoi nous, en Suisse, nous défendons contre l'OTAN!» tel était le titre de l'événement qui a eu lieu le 8 juin au Volkshaus de Zurich. L'arrière-plan du sujet est le rapprochement continu de la Suisse officielle avec l'OTAN et l'érosion du statut neutre de notre pays. Natalie Benelli, Arnold Schölzel et Pascal Lottaz ont contribué à un débat très fructueux par leurs déclarations.

Faites la différence même en petits groupes

Arnold Schölzel (Image : UZ)

Arnold Schölzel, rédacteur en chef du magazine « Rotfuchs », qui apparaît comme une « tribune des communistes, socialistes et autres gauchistes » dans la zone d'annexion de l'Allemagne de l'Est, a écrit aux participants de la conférence. Il a critiqué l'agitation occidentale contre la Russie, qui avait atteint de nouveaux sommets les jours précédents à l'occasion des célébrations du débarquement en Normandie. Schölzel a déclaré que l'équation Hitler-Poutine proposée par Zelensky vendredi à l'Assemblée



nationale française - pour ainsi dire à l'occasion du 80e anniversaire des massacres SS dans le centre de la France, notamment à Oradour-sur-Glane - était exaspérante. La nouvelle selon laquelle la France va désormais livrer des avions de combat Mirage à Kiev le dit une fois de plus : l'OTAN joue avec le feu d'une troisième guerre mondiale nucléaire. La menace d'un enfer nucléaire pour le monde est le thème central de leur histoire.

Lorsque l'OTAN a été créée, les États-Unis pensaient encore détenir le monopole des armes nucléaires. Depuis que ce pacte est devenu obsolète en 1949 avec l'explosion de la première bombe atomique soviétique, l'histoire du pacte militaire mené par les États-Unis a été dominée par les tentatives visant à rendre la guerre nucléaire possible en utilisant des bombes plus grosses telles que la bombe à hydrogène ou des armes nucléaires dites tactiques. . À l'époque, il existait encore en Europe un vaste mouvement sous le slogan « Lutte contre la mort nucléaire », mais aujourd'hui, il est possible pour les États-Unis de stationner un nouveau type d'armes nucléaires en Europe occidentale sans aucune protestation publique notable. Arnold Schölzel souligne qu'il est d'autant plus important qu'il existe des groupes qui fournissent des informations à ce sujet.

Le rôle des médias

Nathalie Benelli

Le milliard d'habitants de la planète, dont l'OTAN prétend défendre la liberté, doit constater qu'il jouit d'année en année de moins en moins de liberté et qu'il perd également sa prospérité. C'est ce qu'affirme *Nathalie Benelli*, rédactrice en chef de «The New North», le magazine qui, depuis 2022, couvre le point de vue des travailleurs et des personnes défavorisées économiquement, politiquement et socialement en Suisse et dans le monde. En Allemagne, les « Tafeln », où les personnes dans le besoin peuvent



s'approvisionner gratuitement, sont envahies. Des études ont montré qu'aujourd'hui en Suisse, un enfant sur cinq est touché par la pauvreté.

Benelli soupçonne que le fait que ces conditions ne conduisent pas à davantage de rébellion et de résistance soit dû, entre autres choses, à la désinformation des grands médias et à leur terrorisme d'opinion. La concentration des médias a augmenté massivement ici, comme partout dans le monde dominé par le capitalisme, combinée à des emplois de plus en plus précaires et précaires, y compris dans le secteur des médias. L'objectif n'est plus de produire de bons rapports, mais plutôt de copier-coller de manière rentable. Au lieu de faire vos propres recherches, vous avez récupéré le contenu des sources de relations publiques : une distraction au lieu d'une information.

Le même chapitre traite de la création contrôlée de concepts et de la diffusion de récits développés par ce que l'on appelle les spin-doctors pour des opinions publiées. Les glossaires sont utilisés pour indiquer aux médias comment nommer correctement les choses, appelé formulation. Les présidents ne sont plus simplement appelés « président ». S'il s'agit du chef d'un État impopulaire, les professionnels des médias doivent désormais le qualifier de « dirigeant », quel que soit son titre officiel. Cette évolution a commencé avec l'attaque de l'OTAN contre la Yougoslavie, où l'on ne parlait plus de victimes civiles de la guerre, mais plutôt de «

dommages collatéraux », afin de banaliser de manière objective les tragédies humaines.

Natalie Benelli voit cependant des signes indiquant que les professionnels des médias commencent à résister à cette évolution. Les employés des radiodiffuseurs publics allemands se sont prononcés dans un manifeste contre la restriction de l'espace de débat. "Des débats de fond pertinents avec des opinions opposées n'ont que très rarement lieu", peut-on lire dans le manifeste. Les voix qui remettent en question le consensus social - comme le prétendent les médias - sont "soit ignorées, ridiculisées, voire exclues" et étiquetées avec des termes tels que "penseur latéral", "jureur", "négationniste du climat", "sympathisant de Poutine", "pacifiste", et d'autres pour diffamer et faire taire les opinions dissidentes. Des grèves ont également eu lieu récemment à la chaîne de télévision publique italienne RAI en raison du terrorisme d'opinion.

La politique anti-neutralité du gouvernement est extrêmement dangereuse pour la Suisse

Pascal Lottaz , qui s'exprimait en ligne en raison de son absence du pays, a noté que la Suisse se rapprochait progressivement de l'OTAN . Selon le professeur assistant du Waseda Institute for Advanced Studies (WIAS) à Tokyo, ils ne font même pas d'efforts pour cacher leurs efforts. Il suffit de considérer les rapports émanant du Palais fédéral ces derniers mois. Cela témoigne d'une attitude d'esprit qui, combinée à des scénarios de menaces absurdes, repose entièrement sur des efforts d'armement massifs et sur la coopération avec l'OTAN. Dans ces jeux d'esprit, la participation active des troupes aux



exercices de l'OTAN n'est plus exclue. En janvier 2023, le Conseil fédéral a même rendu publique l'idée d'un «concept de résistance», qui comprend, entre autres, l'organisation de la résistance civile. [Le fameux livre sur la protection civile, distribué dans tous les foyers en 1969, envoie ses salutations!].

Avec cette approche, le gouvernement contribue de manière irresponsable à un climat de peur et de menace au sein de la population, estime Lottaz, qui a

également été l'un des initiateurs de l'appel progressiste au oui à l'initiative de neutralité au début de l'année. L'élite politique tente ainsi d'influencer l'opinion publique en faveur de l'intégration à l'OTAN. L'interopérabilité de l'armée suisse avec le standard OTAN est déjà largement réalisée. Avec les missions à l'étranger, qualifiées par euphémisme de « promotion de la paix », la direction de l'armée s'efforce d'intégrer de plus en plus l'armée suisse dans le système de commandement de l'OTAN, afin de la rendre pleinement compatible avec l'OTAN dès le premier jour d'un conflit.

Tout sera fait pour faire de la Suisse une cible possible dans un conflit ouvert qui pourrait naître d'une agression de l'OTAN. Cette politique irresponsable et extrêmement dangereuse de la politique actuelle de la Suisse n'a plus rien à voir avec la stratégie de neutralité que la Suisse a poursuivie pendant la Seconde Guerre mondiale ni avec celle de la guerre froide. Cela doit être corrigé avec l'initiative de neutralité, a conclu Lottaz.

Arrête la folie!

Le débat intense qui a suivi les présentations a été largement dominé par le danger d'une guerre imminente dans laquelle le continent pourrait être entraîné en raison du bellicisme des élites atlantiques et de leurs provocations irresponsables. La société peut-elle vraiment se laisser entraîner, les yeux grands ouverts, dans une troisième guerre mondiale ? Ici aussi, le rôle désastreux des grands médias a été souligné, qui font tout pour laver le cerveau de leurs consommateurs, alors même qu'ils se détournent de plus en plus d'eux, et diffusent ainsi le discours du pouvoir. Cela n'est pas surprenant étant donné le lien étroit entre les médias et le capital. De cette manière, des tentatives systématiques sont faites pour créer un climat de peur dans la société et prêcher la « forme martiale ».

Une certaine controverse a surgi quant à la question de savoir s'il valait mieux se concentrer sur les problèmes sociaux réels des citoyens plutôt que sur les grandes questions géopolitiques. Ne serait-il pas plus logique de répondre aux préoccupations quotidiennes spécifiques des citoyens, de les organiser de cette manière et de former ainsi un contre-pouvoir aux élites ? À cela s'opposait l'évaluation selon laquelle, étant donné le grand danger de guerre, il n'y avait pas assez de temps pour cela et qu'il était urgent de se mobiliser contre les auteurs de guerre.

Une synthèse a émergé de la discussion à partir de l'analyse correcte des événements. Les guerres sont liées aux crises du système capitaliste. Cela arrive

toujours à un point où les profits ne peuvent plus être réalisés sans guerres ou sans destruction des valeurs à grande échelle. Il ne faut donc pas oublier que des intérêts majeurs se cachent derrière le bellicisme de l'OTAN. Il ne s'agit pas seulement des énormes profits générés par un réarmement massif. Les sommes gigantesques qui doivent être dépensées pour financer l'armement ne sont pas disponibles dans les budgets publics à des fins caritatives. Cela facilite la mise en œuvre de coupes sociales. La question de la guerre ne peut donc être séparée de la question sociale ; elle fait partie de la lutte des classes.

Un bilan positif a été tiré de l'événement. Cela a été considéré comme un prélude important à la mise en réseau plus poussée des forces souverainistes progressistes. Il est désormais important de veiller à ce que l'attitude généralement passive de la population à l'égard de la politique de guerre de l'élite politique se transforme en un rejet actif. Surtout, les syndicats, en tant que dernières organisations de masse de gauche, pourraient être utilisés pour construire un contrepoids contre la légitimation de la gauche verte en faveur de la guerre et du rapprochement de l'OTAN. Des exigences concrètes telles que la fin de la mission militaire suisse de la KFOR en Serbie conviendraient à cet effet, car il s'agit là d'une des violations les plus flagrantes de la neutralité que commet actuellement la Suisse.

15 juin 2024



Ils ont organisé cette table ronde à succès (photographiée ici avec la conférencière Natalie Benelli), de gauche à droite : Severin Stalder, Ueli Schlegel et Marco Feistmann.